

Fichier 2 (CHP)

10 juillet 1940 : François Camel ou l'honneur des instituteurs

« *C'est indigne, vous oubliez et insultez les centaines d'instituteurs morts pour la France !* » Ainsi s'exprime le député François Camel au matin du 10 juillet 1940. Pierre Laval, nouvel homme fort du régime autoritaire qui se met en place, prononce un discours lors de la réunion privée qui rassemble tous les parlementaires à Vichy afin de préparer

la séance publique de l'après-midi qui devait mettre fin à la République. Le député socialiste de Saint-Girons dans l'Ariège l'interrompt et il fait partie des très rares à afficher



publiquement son

hostilité à Laval et à Pétain qui s'organisent pour précipiter la fin de la démocratie. 85 ans plus tard, l'attitude courageuse du député instituteur doit être rappelée.

L'instituteur engagé devient député socialiste

François Camel (1893-1941)[1] est originaire de l'Ariège. Issu d'une famille paysanne, il intègre *l'école normale d'instituteurs à Foix*. Mobilisé durant la Grande Guerre, il

devient officier et participe activement aux combats ce qui lui vaut de nombreuses citations et la légion d'honneur[2]. Dans les années 1920, il devient adhérent du syndicat national des instituteurs puis du parti socialiste SFIO. Il mène de front son activité professionnelle et son engagement politique et syndical. *Il souligne dans plusieurs articles l'importance de la laïcité pour la cohésion de la société et le rôle fondamental des instituteurs et institutrices dans l'éducation à la citoyenneté.* En cela, il est le continuateur de Jean Jaurès dont il connaît bien les écrits et la pensée. Il est choisi comme candidat socialiste en 1936 dans sa circonscription de l'Ariège et après une campagne difficile, il est élu, ce qui lui donne un rôle national. Le député instituteur s'investit totalement dans sa mission de parlementaire, tout en s'inscrivant dans l'antifascisme. Il se place au sein de la SFIO parmi les tenants de la fermeté face au nazisme et au fascisme : il participe après la crise de Munich à une nouvelle revue intitulée *Agir pour la Paix, pour le socialisme* [3] qui regroupe les socialistes partisans de la défense armée face à Hitler. François Camel y tient la rubrique consacrée à l'action et à la défense laïques. On trouve à ses côtés d'autres socialistes hostiles au nazisme, comme *Léo Lagrange, Tanguy-Prigent ou Augustin Malroux*, lui aussi instituteur[4]. L'entrée en guerre de la France contre l'Allemagne nazie en septembre 1939 entraîne six mois plus tard l'invasion très rapide du pays qui subit une défaite sans précédent. François Camel rallie comme les autres parlementaires la ville de Vichy où le gouvernement s'est réfugié.

Le 10 juillet 1940 et la disparation de la république

À partir de mai 1940, l'offensive allemande est lancée et la France peine à y faire face. La désorganisation du pays est totale et, fuyant l'avancée de l'ennemi, une grande partie de la population s'embarque sur les routes de l'exode. L'état-major s'avère incapable de coordonner l'action des soldats français ; de plus en plus de hauts gradés estiment que la conduite désastreuse de la guerre n'est pas de leur fait, mais la faute des politiques. On fustige ainsi les gouvernements précédents qui n'auraient pas su préparer le pays du point de vue militaire[5]. Le Maréchal Pétain est chargé le 16 juin 1940 de présider un nouveau gouvernement pour faire face à la situation. Il est perçu comme un des vainqueurs de la Première Guerre mondiale et bénéficie d'une bonne image, y compris dans les rangs républicains et à gauche. Dès le lendemain de sa nomination, Pétain demande à l'Allemagne un armistice pour mettre fin à la guerre, prenant au dépourvu son allié britannique. Certains souhaitent néanmoins, à l'image de Charles de Gaulle, poursuivre les combats, en se basant en particulier sur les colonies pour résister à la puissance allemande.

L'armistice est signé le 22 juin : la France est divisée en deux zones principales, l'une occupée par les troupes allemandes, le nord du pays, prolongée par une bande côtière à l'ouest qui descend jusqu'aux Pyrénées et l'autre dite « libre » placée directement sous le gouvernement français de Pétain. Les soldats faits prisonniers lors des combats récents le restent, la flotte de guerre est neutralisée, et une lourde indemnité est demandée par les Allemands pour l'occupation du territoire. Dès le lendemain, Pierre Laval entre au gouvernement comme vice-président du Conseil et il souhaite en accord avec Pétain établir un nouveau régime.

Afin de mener à bien cette politique, les autorités s'installent début juillet à Vichy : la ville thermale a l'avantage de disposer de très nombreux hôtels pouvant accueillir toutes les autorités, tout en servant de sièges des ministères. L'ensemble des parlementaires est convoqué dans cette ville afin de décider de l'avenir du régime républicain[6].

Le 10 juillet, deux séances sont prévues : l'une privée le matin pour débattre du projet Laval-Pétain, l'autre officielle l'après-midi afin de procéder au vote. La première séance est marquée par un discours ferme et violent de Laval : il prend à partie Léon Blum, ancien chef du gouvernement du Front populaire, qui ne réagit pas devant les accusations et les insultes. Pourquoi un tel silence ? Le chef de file de la SFIO ne veut pas répondre aux provocations de Laval car il craint que des parlementaires socialistes expriment leur désaccord avec lui. Il sait qu'il peut desservir la cause qu'il défend en répliquant, lui qui est vu par beaucoup comme « belliciste » et donc responsable de la défaite. Et puis l'antisémitisme, y compris dans les rangs de la SFIO, est présent et Blum le sait. D'autres députés socialistes réagissent à sa place au discours de Laval créant deux incidents violents : **Jean-Louis Rolland (1891-1970), député du Finistère**, pourtant partisan de Paul Faure, s'emporte contre les propos de Laval sur les marins : « Laissez les marins tranquilles... Ils savent ce qu'ils doivent penser et n'ont pas besoin de vous pour discerner leur devoir ! » Son intervention est couverte par les insultes et le brouhaha.

Puis, c'est donc **François Camel** qui intervient : il réplique aux propos de Laval sur les instituteurs décrits comme

antipatriotes. Là encore, ses propos sont couverts par les insultes[7]. *Mais ces deux députés sont parmi les trente-six parlementaires socialistes à exprimer leur refus d'accorder les pleins pouvoirs à Pétain l'après-midi*[8]. En tout, 80 parlementaires votèrent contre et ils incarnent la défense de la république, en dépit de la défaite de la France face à l'Allemagne nazie.

François Camel assassiné

Dès le lendemain de ce vote, le nouveau régime de Vichy se met en place : il s'inscrit dans une politique de collaboration avec l'Allemagne d'Hitler. Camel rejoint sa circonscription et explique son geste de refus : il souhaite incarner une forme de résistance face à ce nouveau pouvoir dictatorial. Son action est de plus en plus visible et gêne le nouveau pouvoir de Vichy. Le 1^{er} mai 1941, on retrouve son corps au bord d'une route de campagne. On pense à un accident mais très vite, on privilégie la piste de l'assassinat. Le régime de Vichy cherche à étouffer l'affaire et ce n'est qu'après la guerre que les preuves du meurtre sont fournies. Camel a été assassiné ce jour-là et ses assassins n'ont pas été retrouvés. Mais il ne fait aucun doute qu'il a été ciblé en raison de son combat pour la république, le socialisme et la démocratie. ***Chaque année, on rend hommage à François Camel dans son territoire d'origine. Après-guerre, le SNI lui rend également régulièrement hommage. En 1990, il a été reconnu « Mort pour la France ».***

[1] Voir sa notice biographique dans le Maitron <https://maitron.fr/camel-francois/>

[2] Voir sa fiche matricule, Archives départementales de l'Ariège, n°254, 129 W 68.

[3] Disponible en ligne sur Gallica <https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/cb32684160f/date> 1939

[4] Sur cette période de divisions au sein du parti socialiste, voir Benoît Kermoal, *Les Socialistes et la drôle de guerre (septembre 1939-mai 1940)* note pour la Fondation Jean Jaurès, 2020, en ligne <https://www.jean-jaurès.org/publication/les-socialistes-et-la-drole-de-guerre-septembre-1939-mai-1940/>

[5] Sur les opérations militaires, voir Karl-Heinz Frieser, *Le Mythe de la guerre-éclair. La campagne de l'Ouest de 1940*, Paris, Belin, 2003.

[6] Michel Winock, *La Fièvre hexagonale. Les grandes crises politiques 1871-1968*, Paris, Seuil, coll. « Points Histoire », 2001. Voir également Olivier Wieviorka, *Les Orphelins de la République. Destinées des députés et sénateurs français (1940-1945)*, Paris, Seuil, 2001. Ce dernier ouvrage est la meilleure synthèse sur les parlementaires durant cette période. En ce qui concerne plus particulièrement les socialistes, voir Marc Sadoun, *Les Socialistes sous l'Occupation. Résistance et collaboration*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1982. Enfin, sur les quatre-vingts opposants, voir Jean Sagnes, Jean Marielle, *Le Vote des quatre-vingts. Le 10 juillet 1940 à Vichy*, Perpignan, Talaia, 2010.

[7] La première réunion des parlementaires du matin du 10 juillet 1940 n'a pas fait l'objet de compte rendu officiel. On retrouve dans le témoignage du député Louis Noguères les

interventions de Rolland et Camel, voir Louis Noguères, *Vichy, juillet 40*, Fayard, 2000.

[8] Voir à ce sujet, Benoît Kermoal, *10 juillet 1940 : les socialistes et la fin de la République*, Note pour la fondation Jean-Jaurès, 2020, en ligne <https://www.jean-jaurès.org/publication/10-juillet-1940-les-socialistes-et-la-fin-de-la-republique/>